

## **Robert Soltyk : *Europe***

Texte rédigé pour le livre collectif,  
sous la direction de Bronislaw Geremek et Marcin Frybes,  
*Abécédaire franco-polonais*,  
paru aux éditions Noir sur Blanc, Paris-Varsovie, 2004

La notion d'Europe a aussi bien pour les Français que pour les Polonais une très grande charge affective et pourtant, il serait difficile de trouver dans un lexique franco-polonais un mot auquel ces deux nations accordent un sens si différent et à leur propre insu. Pour un Français, l'Europe est une évidence. Un mythe et une réalité en même temps. Une réalité dans laquelle les Français vivent depuis des siècles et des générations. Après la 2e guerre mondiale et depuis le début du processus moderne d'intégration, le projet européen s'est vu identifier, sur les bords de la Seine, à ce qui est si cher à un cœur français : la citoyenneté, la liberté, l'égalité et la fraternité. Les institutions européennes, avec au premier chef la Commission Européenne de Bruxelles, sont même bâties sur le modèle du Ministère des Finances de Bercy - le bastion de l'état colbertiste. L'Europe, c'est cet espace de la politique internationale dans lequel se réalise l'idéal républicain français. C'est en même temps une très bonne affaire, car l'Europe amène également des généreuses subventions pour les agriculteurs en France. Elle est aussi le bouclier devant la domination américaine dans le domaine de l'audiovisuel. C'est enfin un projet politique clé : la garantie, que le monstre du nationalisme allemand ne renaîtra pas. Ceux en France, qui remettent en question l'Europe, remettent en cause la paix d'après-guerre et les fondements de la République.

Pour un Polonais, l'Europe a quelque chose de douteux et incertain. Quelque chose d'à la fois lointain et désiré. Une réalité obscure qu'on lui refusait injustement pendant des décennies, remettant en cause l'existence même de la Pologne en tant qu'état, et son appartenance à l'Occident. C'est un espace douloureux, mais aujourd'hui il porte la volonté et l'espoir de la « normalité » tant désirée, par l'entrée de la Pologne à l'OTAN et l'UE. C'est l'espace mystique de l'accomplissement de la « fraternité des peuples » - une vision dessinée au XIXe siècle par le grand poète romantique polonais, Adam Mickiewicz, immigré en France. Mais c'est également un champ tout à fait contemporain du fantasme de la « trahison nationale » dans la pensée de « vrais Polono-cathos », plongés dans les brumes nationalistes issues du siècle dernier. Malgré leur échec évident dans le referendum européen du 7-8 juin 2003, quand ils n'ont recueilli même pas 4 Mln de voix (22,55 %) sur 13,5 Mln votants, les ennemis polonais de l'Europe continuent à refuser à ses institutions le droit de co-décider dans les affaires polonaises et n'abandonnent pas l'idée de sortir la Pologne de la « prison des nations » de Bruxelles.

Nos nations ont un regard si différent sur l'Europe, alors que la « nationalisation des masses », c'est-à-dire la naissance des nations polonaises et française modernes, commence à la fin du XIXe siècle, comme le souligne prof. Andrzej Walicki dans son livre « *Polskie zmagania z wolnością* » : « Le lien national qui englobe toute la société s'est formé en France à peu près en même temps qu'en Pologne. (...) Il y a un fait peu connu : encore dans les années soixante du XIXe siècle, pour la moitié de la population française (habitant en France) le français était une langue étrangère, et tout à fait incompréhensible pour un cinquième de cette population. ». Selon Walicki, les difficultés polonaises actuelles à être une « nation européenne » résultent de la « tradition romantique et insurrectionnelle », qui est « une tradition de lutte sans compromis, sans conciliation ; une tradition d'honneur.

Justement. Alors que aussi bien le marché que la démocratie [et c'est sur leur existence que s'appuie l'UE – note de l'auteur] exigent l'art de la négociation, la capacité au compromis avec l'autre. C'est un ordre basé avant tout sur les intérêts et non sur les principes » La pensée de Walicki en ce sens nous permet également de comprendre les difficultés actuelles de la France avec l'Europe. « L'automne des peuples » de 1989, qui a apporté la liberté aux Polonais, a également ébranlé les intérêts français, et mis en doute les principes de l'engagement européen, jusqu'à là en vigueur.

### À la périphérie de l'Occident

L'idée d'une réunification du continent, fondée sur la tradition universelle de l'Empire Romain et se référant aux conceptions du haut Moyen Age de la Pax Christiana, a pénétré pendant des siècles aussi bien les penseurs polonais que français. On y revenait de façon cyclique, en particulier après les périodes de grandes guerres, au XVIIe, au XIXe, ou enfin après les deux guerres du XXe siècle, car, comme souligne Marie-Thérèse Bitsch dans « *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours* » : « européisme et pacifisme vont constamment de pair ». Parmi les précurseurs de la pensée européenne en Pologne on peut compter même des écrivains antérieurs à ces dates. Stanisław de Skalbmierz (obit 1431), recteur de l'Académie de Cracovie, dans son oeuvre *De bellis iustis* décrit sa doctrine du droit international, dont l'origine se trouve dans l'esprit du thomisme, rejetant les guerres agressives et la conversion des païens par l'épée. Il influença l'oeuvre de Paweł Włodkowic (1370 – 1435), qui, alors qu'il représentait la Pologne dans le litige avec l'Ordre Teutonique au Concile de Constance, condamnait les guerres injustes et approuvait le droit des païens à une coexistence pacifique. De même, selon prof. Andrzej Harasimowicz, l'évêque Wawrzyniec Go\_licki (1530-1607) *proclamait les théories pacifiques*, alors que Andrzej Frycz Modrzewski (1503-1572), le plus important écrivain polonais de la Renaissance en Pologne et l'auteur de *Commentatorium de Republica emendanda libri V* (1554), vantait l'œcuménisme et la tolérance, postulait la réconciliation avec les protestants et le respect de la dignité de la personne humaine, *indiquait le besoin de la paix, et soulignait l'importance de l'arbitrage dans les relations internationales*. Voici des penseurs peu connus même en Pologne, auxquels la pensée politique contemporaine ne se réfère pas. Dans l'héritage fédéraliste européen ces personnages n'apparaissent point, ce qui n'est pas très étonnant.

On situe, par contre, à la racine de l'idée d'union européenne, Maximilien de Béthune, le prince de Sully (1560-1641), le ministre d'Henri IV, qui prit le trône de la France après la mort du malheureux Henri III de Valois, accessoirement roi de Pologne (1573-74, la noblesse polonaise lui devait ses privilèges républicains). Après le massacre de la nuit de St Bartholomé et la période de guerres religieuses sanglantes en France, dans lesquelles était impliquée presque toute l'Europe, Sully définit le « Grand Dessein » (1638), un plan de la paix durable sur le continent. Il devait s'appuyer sur un conseil de 15 grands pays chrétiens : l'Empire, la Tchéquie, la Hongrie, la République de Pologne, la France, l'Espagne, l'Italie, la Lombardie, la Venise, la Papauté, le Danemark, les Pays-Bas, la Suède, la Grande-Bretagne et la Suisse, autrement dit de « Pays Réunis d'Europe ». C'est également Sully, toujours citant Harasimowicz, qui *proposa l'acceptation de l'égalité des trois confessions : catholique, luthérienne et calviniste, sur le principe : tel prince, telle religion (Moscou et la Turquie étant en dehors du système)*. *L'union devait disposer d'une armée composée de contingents nationaux. Les conflits internes auraient été résolus par le Grand Conseil, dont les décisions auraient été sans appel et en vigueur pour tous*.

Comme le remarque très justement Bronisław Geremek, dans les conceptions de Sully, la République de Pologne fait partie de l'Europe, mais elle se situe dans les « périphéries de l'Occident » en quelque sorte, elle joue, avec la Tchéquie et la Hongrie, le rôle d'une marche

(c'est-à-dire d'une entité administrative à l'autonomie incomplète – note de l'auteur), défendant l'Europe devant les trois dangers qui la menacent : les Tatares, les Turques et les Moscovites ».

On peut lier la pensée politique polonaise du 18ème à la pensée de Sully, ainsi qu'à l'oeuvre d'un autre Français, l'Abbé de Saint-Pierre, intitulée *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe* (1713). Le père Kajetan Skrzetuski, professeur du Collegium Nobilium (fondé en 1740), dans son oeuvre *Projet, ou établissement d'une paix durable en Europe*, postulait l'établissement d'un gouvernement unioniste (Confédération Générale), basé sur la puissance du droit international, comprenant la sanction, le status quo, le commerce libre et la suppression de l'impôt de guerre. L'Union Européenne, en tant que garante de la fin des guerres de conquêtes, apparaît dans *Memoriał o ugruntowaniu ogólnego pokoju* (1748) (Mémorial sur la stabilisation de la paix générale), l'oeuvre écrite à Nancy par l'ancien roi polonais, le Duc de Lorraine, Stanisław Leszczyński (1677-1766) - remarque prof. Harasimowicz.

### **Sans état, sans liberté**

Au 19ème siècle, les Polonais n'ont pas manqué dans le développement de la pensée politique proeuropéenne, où une place importante revient à Jean Jaques Rousseau, l'auteur entre autre des *Considérations sur le gouvernement de Pologne* (1770-1771), édités en 1782 à Genève (où il accentuait le rôle de la conscience dans la sauvegarde de l'indépendance ce en quoi il ne s'était pas trompé. L'historien Stanisław Staszic (1755-1826) fut un partisan de l'unification des nations européennes en une fédération. Le duc Adam Czartoryski (1770-1861) appuyait la création d'une Ligue Européenne, qui devait être le garant de la paix. Il prévoyait dans ces structures le Congrès Européen, le Conseil Suprême et le Sénat.

Privés de leur état, déchiré entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, et donc de toute université à Varsovie dans les années 1831-62 et privé d'université polonaise dans la capitale entre 1869 et 1905, soumis à une russification et une germanisation brutales, les Polonais au XIXe siècle ne pouvaient penser et créer librement qu'en exil. C'est à Paris que se sont forgé les idées démocratiques de Mickiewicz, enseignant au Collège de France (1844) et rédacteur de *Tribune des Peuples* (voir Romantisme). La cause polonaise pendant tout le XIXe siècle a joué un rôle prépondérant dans le développement de la pensée politique en Europe, surtout de la pensée démocratique et socialiste. C'est autour des slogans d'aide à la Pologne qu'avaient lieu les manifestations paneuropéennes, et que l'on voyait naître les internationales. Les Polonais participaient à tous les mouvements indépendantistes européens « pour notre liberté et la vôtre », jouant, p.ex., un rôle important dans le commandement de la Commune de Paris (1871).

Par la force des choses, ce n'est pas dans les conceptions pacifistes des socialistes français, tel Saint-Simon (1814, une confédération européenne basée sur l'union de la France et la Grande Bretagne, avec une place pour l'Allemagne, à condition qu'elle se réunisse et adopte le système parlementaire), ou Joseph Proudhon (*Du principe fédératif*, 1863), mais c'est dans une « guerre des peuples », demandée dans leurs prières, que les Polonais espéraient voir renaître leur pays. C'est pour cela qu'ils vénéraient Napoléon, le fondateur du Grand Duché de Varsovie, soulignant le rôle que jouaient, à ses côtés, Maria Walewska d'une part et le prince Józef Poniatowski – le maréchal de France - de l'autre, ou encore Józef Sułkowski, l'adjudant de Bonaparte. Tous ces noms, et également Kościuszko, Chopin et Mickiewicz, « noms connus à nos deux peuples; ils font partie du patrimoine commun »,

rappellera pendant sa visite à Varsovie en octobre 2002 le ministre français des Affaires Etrangères, Dominique de Villepin. Et il rajoutera : « *Cela signifie que la Pologne et la France ont le devoir commun de construire une Europe qui ne se renfermerait pas sur elle-même, mais qui porterait nos valeurs plus loin* ».

Un peu en marge de notre propos, on doit se rappeler ici, que tout le capital de sympathies profrançaise, qui résultent du souvenir de l'hospitalité envers les exilés et de la confiance en la mission universelle de la France de porter le flambeau de l'égalité et de la fraternité entre les peuples, était énorme, jusqu'à une époque récente, ce qui situait les Français parmi les nations les plus aimées de Polonais. De Gaulle jouissait, dans la deuxième partie du XXe siècle, sur les bords de la Vistule, d'un culte comparable à celui de Napoléon tout au long du 19ème. C'est seulement les propos de Jaques Chirac, en hiver 2003, sur l'attitude pro irakienne des pays d'Europe Centrale et Orientale, qui « ont perdu l'occasion de se taire », qui ont ébranlé cette sympathie générale des Polonais pour la France.

### **Entre l'Allemagne et la Russie**

Les Polonais considéraient les conceptions de Constantin Frantz de Saxe avec une méfiance plus grande encore que les projets utopistes des socialistes . À la fin du 19eme siècle, au nom de l'idée de la fédération européenne et contre l'état nation, celui-ci combattait Bismarck, et la réunification allemande sous l'égide de la Prusse. Frantz se prononçait pour la conception d'une Mitteleuropa, dominée par une fédération allemande autour de l'Autriche, avec une alliance éventuelle avec l'Angleterre « *mais – il faut – laisser dehors une France, athée et ambitieuse, et une Russie, puissance intermédiaire entre l'Europe et l'Asie, dont les visées expansionnistes menacent l'Europe* » (citation d'après le livre de Marie-Thérèse Bitsch, Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours). Dans la tradition polonaise, mais aussi hongroise et tchèque, on va opposer à la Mitteleuropa l'Europe centrale - ni allemande ni russe. Juliusz Mieroszewski, l'écrivain de l'immigration polonaise à Londres, après 1945, l'élargira aux trois pays indépendants : l'Ukraine, la Biélorussie et la Lituanie (conception ULB), les parties intégrantes de la République de Pologne sous les Jagellons. Cette conception porta ses fruits en 1989, avec l'appui de la Pologne, récemment libérée de l'influence de Moscou, pour l'indépendance de ces trois républiques soviétiques. C'est à cette époque que naquit également le groupe de Wyszehrad, c'est-à-dire un travail commun sur la ligne Varsovie-Prague-Bratislava-Budapest, mais qui, à part l'aspiration commune pour les structures euro atlantiques, n'aboutit pas aux projets politiques régionaux plus développés – trop grande fut la méfiance envers la Pologne, le plus grand des partenaires.

Enivrés par l'indépendance récemment retrouvée après la première guerre mondiale, les Polonais « manquèrent le train » du développement du fédéralisme d'entre-deux-guerres (*Pan Europa* en 1923 de Richard Coudenhove-Kalergi, des projets fédérationnistes d'Aristide Briand, le chef français des Affaires Etrangères en 1929-30). Ils durent faire face à la rafale soviétique qui se dirigeait vers l'Europe Occidentale en 1920, puis à l'agression du 3ème Reich en 1939. Avec la passivité de la France et d'Angleterre, après seulement 21 ans d'existence, partagée par Hitler et Staline, la 2ème République tomba au bout de quelque 30 jours.

C'est en exil, comme en XIXe siècle, que les Polonais continuèrent la guerre – d'abord au côté de la France, puis après sa capitulation, à Londres, où ils écrivirent des pages glorieuses de l'histoire pendant la bataille aérienne d'Angleterre. Commissaire de l'Union Allemand Günter Verheugen dans un discours récent à l'Université de Szczecin, quand il a obtenu doctorat honoris causa, souligne: « *Ils se battaient pour leur patrie gardant l'espoir, qu'en*

*même temps que la victoire sur l'Allemagne d'Hitler, la justice serait rendue à la Pologne. Cette confiance fut trahie à Yalta et à Potsdam. Les Polonais ne participèrent pas à la grande parade de la victoire à Londres en 1946. Ils restèrent sur les trottoirs au milieu de la foule. On raconte qu'ils pleuraient ».*

Pour presque un demi-siècle la Pologne se trouva derrière le rideau de fer, et la pensée politique polonaise dans les fers. Pendant la guerre encore, les autorités polonaises en exil, en cherchant les moyens de retrouver l'indépendance, examinaient toute possibilité qui s'ouvrait. Mais on ne connaît pas bien les conceptions fédéralistes polono-tchèques développées par le président tchèque Benesz et le général Władysław Sikorski, d'ailleurs vite abandonnées. À l'origine du processus de l'intégration européenne après la 2ème guerre mondiale, les Polonais en exil jouèrent également un certain rôle, et beaucoup d'entre eux participèrent au Mouvement Européen. L' « éminence grise » la plus célèbre de cette époque fut le Dr Józef Rettinger, le cofondateur de l'Association des Fédéralistes, auquel se réfèrent parfois les actuels euroentusiastes polonais.

### **Quand le mur de Berlin tomba**

Pour la France l'aventure européenne d'après-guerre eut évidemment une autre dimension. Qu'il s'agisse des euro fédéralistes, comme Jean Monnet et Robert Schuman, ou des « souverainistes », comme général De Gaulle avec son idée « d'Europe des patries » depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural, ils voyaient en Europe une sorte de « troisième voix », ou en tout cas un excellent instrument du rayonnement des idées françaises et de la réalisation des intérêts français dans le monde bipolaire des rivalités de la guerre froide entre les deux puissances : les USA et l'URSS. La réconciliation européenne avec l'ennemi de toujours – l'Allemagne, consolidait la position internationale de la France, affaiblie par la guerre. Dans ce duo européen, le rôle « naturel » de leader et de meneur de toute initiative politique, revenait de soi à la France. C'est elle – chose évidente – qui devait et qui, selon bien des Français, doit encore accomplir une mission universelle, en tant que berceau des droits de l'homme et fondement de l'ordre moderne. En un mot – rien n'est possible et ne fut possible en Europe sans la France. Bien que dans la réelle Europe ces considérations chères aux Français n'étaient pas aussi évidentes, le mythe a subsisté et grâce à lui l'Europe a subsisté.

Le tournant de 1989 et le retour sur la scène de l'Histoire de l'Allemagne réunie, et de là, pléiade d'états de « l'autre Europe », si peu connus des Français, a malheureusement ébranlé les convictions européennes sur les bords de la Seine. Comme écrit historien Wojciech Roszkowski dans « Półwiecze. Historia polityczna świata po 1945 roku »: « *La disparition de la menace soviétique provoqua la chute de la motivation pour l'unification de l'Europe Occidentale et ce, au moment où l'Union Economique Européenne envisageait de se transformer en Union Européenne, politiquement beaucoup plus cohérent* »

La réponse proposée par le président François Mitterrand et acceptée par le chancelier Helmut Kohl, et que l'on pourrait résumer en la formule : pour une crise d'Europe, plus d'Europe – dans laquelle on prévoyait la création de l'Union Européenne et l'abandon de la monnaie nationale pour l'euro – faillit conduire vers sa fin (faire échouer) toute cette aventure européenne. Le referendum français du 20 septembre 1992 sur le traité de Maastricht se termina par une très légère victoire du « oui », reflétant les hésitations de la société française sur l'avenir de tout le processus d'intégration du continent après la chute du communisme. En même temps, l'idée de la Confédération Européenne, lancée par Mitterrand, dans laquelle l'Union jouerait le rôle du centre et les nouveaux états libérés du communisme ainsi que la Russie garderaient avec elle des liens moins étroits, fut rejetée avec détermination par les présidents polonais, Lech Wałęsa et tchèque, Vaclav Havel. Dans la

conversation avec l'auteur : w styczniu 2004 roku były francuski przewodniczący Komisji Europejskiej Jacques Delors wyraził żal, że wejście nowych państw do Unii nie zostało poprzedzone zacieśnieniem z nimi politycznej współpracy. W tym kontekście odwołał się do propozycji Konfederacji Europejskiej Mitterranda, przyznając, że francuski pomysł zawierał « grzech pierworodny » wynikły z nieznamośności postkomunistycznej Europy, a polegający na wrzuceniu do jednego worka Rosji i jej byłych satelitów.

C'est avec la même méfiance que les élites polonaises abordèrent le plan Balladur de 1993, une initiative perçue comme un frein aux aspirations de l'intégration européenne, par la multiplication des difficultés et la référence aux problèmes de minorités nationales. J'ai écrit à « *Gazeta Wyborcza* » il y a dix ans : *Dès sa conception, l'idée du Pacte de Balladur cache une écharde, que les politiciens français semblent ne pas apercevoir. Les politiciens de l'est de l'Europe mettent en garde en rappelant, que tout essai du désamorçage des bombes – c'est à dire la résolutions des problèmes des minorités accumulés depuis longtemps – peut libérer les vieux démons des nationalismes, et transformer les conflits soujassant en conflits ouverts. (...) La tradition française des grandes réunions et conférences diplomatiques, dans lesquelles les grands décident le sort des petits, ne semble pas être une bonne solution pour notre époque, car il n'existe pas aujourd'hui « un concert des puissances » ou une « Sainte Trinité » qui garantissent ce genre d'accords, de même qu'il en n'existe pas de gardiens. La diplomatie est une école à l'ancienne, se référant aux méthodes qui ont fait leurs preuves. Il est difficile d'abandonner un grand passé.* Le plan Balladur s'avéra en fin de comptes une initiative sans importance pour la Pologne. Il permit, par contre, l'adoucissement du problème des minorités hongroises en Roumanie et en Slovaquie – de ce point de vue il joua donc un rôle positif.

La prise du pouvoir par le président Jaques Chirac en 1995 aurait pu être un moment critique. Il s'engagea courageusement pour le projet de paix dans les Balkans, coupa court avec la timidité de l'état français dans le soutien des investissements en Europe Centrale et Orientale, et enfin, en septembre 1996, au Château Royal de Varsovie, se prononça pour l'intégration de la Pologne et d'autres pays de la région dans Union Européenne avant 2000. Les promesses s'avérèrent exagérées et l'échec de la droite française dans les élections parlementaires en 1997 poussa la diplomatie française de nouveau sur les rails d'une certaine méfiance vis-à-vis des revendications, trop violentes à son goût, des Tchèques, des Hongrois et des Polonais pour rejoindre la famille européenne. A leurs espoirs et à leurs efforts, le ministre français des affaires Etrangères de l'époque, Hubert Vedrine, opposait une conception d'"élargissement maîtrisé", en rappelant dans un livre-interview avec Dominique Moïsi " Les Cartes de la France à l'heure de la mondialisation", que ces pays « *ne distinguaient pas l'Union européenne de l'OTAN* » et qu' « *à cela s'ajoute la fascination américaine, notamment audiovisuelle* ».

A la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, la France n'a pas encore fini de digérer la chute du mur de Berlin. Dans l'élargissement de l'Union on voyait à la fois la menace de l'augmentation de l'influence de l'Allemagne en Europe et l'effondrement de l'influence de la France et donc son affaiblissement sur la scène internationale et vis-à-vis des Etats-Unis. Dans ce contexte la question posée par Dominique Moïsi semblait tout à fait juste : *Peut-on affirmer que l'Europe est toujours, pour la France, un multiplicateur d'influence? La formule européenne a-t-elle en soi quelque chose de dépassé?* Vedrine donna alors cette réponse : *L'Europe est un facteur de régulation. Mais je ne dirais pas - ou plus - qu'elle soit automatiquement pour nous [les*

*Français] un multiplicateur d'influence. Cela a été vrai jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, alors qu'elle était constituée d'un plus petit nombre de pays.*

### **La France ne se laissera pas dissoudre**

Le retour au pouvoir de la droite en 2002 changea peu la perception de l'Europe Orientale. Le président Chirac ne joua pas un rôle particulier dans le sommet crucial pour l'élargissement de l'Union, à Copenhague en décembre 2002. Cet événement fut précédé par le renouveau de l'alliance avec l'Allemagne, sur un fond de protestation face à la guerre irakienne toute proche, à laquelle la Pologne donna son appui, ainsi que par l'accord sur l'avenir du financement de la Politique Agricole Commune jusqu'au 2013, pour lequel l'Allemagne, voulant terminer le processus d'élargissement, donna son accord, visiblement à contre-cœur.

Les élites françaises ne sont toujours pas enthousiastes à l'idée d'une Europe pouvant s'élargir jusqu'aux 25, 27, 30 pays ou plus pays, indépendamment de la différence entre les euro fédéralistes et les partisans de la construction européenne basée sur la primauté de la collaboration des pays nations dans le cadre d'un monde multipolaire, géré sur le principe classique de l'équilibre des forces. Il est évident pour les uns et pour les autres, comme dit Vedrine, que *"La France est un grand pays. Elle ne va pas se dissoudre dans un magma mondial ni même européen. Elle a en mains d'excellentes cartes, voire des atouts majeurs, si elle sait en jouer, pour préserver dans le meilleur sens du terme son identité et son influence"*.

Pour les euro fédéralistes la grande Europe c'est aujourd'hui un obstacle même dans la réalisation de l'Idéal – de la constitution européenne, dont le projet sous la forme proposée par la Convention Européenne, présidée par Valéry Giscard d'Estaing, fut rejetée par la Pologne et l'Espagne, au sommet de Bruxelles, le 13 décembre 2003. Selon Alain Duhamel dans « *Libération* » il ne peut y avoir de compromis avec les défenseurs du veto national à Varsovie et à Madrid. Voilà comment il définit leur attitude : *C'est une logique de boutiquier mesquin, ne songeant qu'à empêcher et non pas à progresser, faisant ainsi de l'Europe une zone de marchandages perpétuels et de querelles villageoises et non pas d'ambitions collectives, d'initiatives hardies. C'est l'Europe potagère contre l'Europe puissance, l'Europe de Rancho Pança contre l'Europe de Don Quichotte et, bien entendu, l'Europe cliente des Etats-Unis et non pas l'Europe partenaire de l'Amérique sur un pied d'égalité. Si cette pente-là devait se confirmer (...) alors mieux vaudrait cent fois, mille fois, une crise refondatrice de l'Europe, une bataille ouverte à l'issue de laquelle chacun devrait choisir son camp : celui d'une Europe volontariste se transformant peu à peu en une grande puissance collective ou celui d'une Europe au rabais, se contentant des seconds rôles, trottinant médiocrement, tenue en laisse par le maître américain. Plutôt une Europe audacieuse à huit, dix ou douze qu'une Europe émasculée à vingt-cinq.*

Devant le manque visible d'intérêt pour cette idée intransigeante, mais quelque peu proustienne « de la recherche du temps perdu », dans la plupart des élites en Allemagne, les « réalistes » français, avec, à leur tête le chef de la diplomatie Dominique de Villepin, proposent une Europe « plus souple », se référant en quelque sorte à l'idée de l'Europe « des cercles concentriques », lancée cinq ans plus tôt par le socialiste Vedrine. De toute manière, le changement de la formule d'intégration européenne en cours jusqu'à là est pour eux inévitable. Dominique de Villepin écrit après l'échec de sommet de l'UE de 13 Décembre 2003: *Aujourd'hui la seule voie possible c'est la mobilisation pour la défense d'une réforme profonde, qui fera de l'Europe un joueur important sur la scène internationale. Dans l'élaboration de la future constitution, il faut définir l'architecture générale de l'Europe de demain. Cette architecture ne gardera sans doute pas la simplicité qui accompagnait la*

*construction européenne dans ses premières années ; elle devra s'organiser autour d'une attitude générale, complétée chaque fois qu'il y aura besoin par des formes plus souples de coopération entre les différents partenaires.* Pour dissoudre les doutes polonais, de Villepin rajoute : *notre partenariat avec Berlin n'a pas de caractère exclusif – la France et l'Allemagne veulent avancer en Europe avec tous ceux qui ont ce même désir et partagent nos ambitions.* Créée il y a des années, le Triangle de Weimar unissant la France, l'Allemagne et la Pologne n'apparaît point. En réponse aux appels de la CDU allemande, pour y joindre la Grande-Bretagne, en faisant de ces quatre une nouvelle base d'intégration en Europe, le chancelier Schröder et le président Chirac lancent l'idée du « triumvirat » avec le Premier ministre Blair, qui a déjà pris corps en décembre 2003 avec l'accord sur l'avenir de la défense européenne.

Ce choix politique c'est encore un écho des propos antérieurs de Vedrine. Il partagea la scène internationale en catégories, sauf les Etats-Unis – hors concurrence : *« environ sept puissances d'influence mondiale » (...)* Dans cette catégorie, je range la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie, la Chine, le Japon, ainsi que l'Inde ; Vedrine plaça derrière ceux-là un certain nombre de « puissances » au sens propre. Il est contestable que l'Australie, l'Indonésie, le Brésil, le Mexique, l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Egypte, l'Iran, la Turquie, l'Israël, l'Italie, l'Espagne, la Pologne, pour ne citer que ces pays, en font partie. Il est difficile de nier que dans ces catégorisations se reflète une vision datant du XIXe siècle d'un monde basé sur l'équilibre des forces et qu'elles s'opposent à l'esprit de l'intégration européenne, tel qu'il rayonnait sur les pionniers européens du fédéralisme. *En Europe, il n'y a que de petites nations, seulement tout le monde n'en a pas encore pris conscience* – disait l'un d'eux. C'est en quelque sorte une leçon commune pour les élites françaises et polonaises, qui ont tant de soucis avec l'avenir du projet européen.

Si on prend pour argent comptant les propos du ministre de Villepin après le fiasco du sommet de Bruxelles consacré à la constitution, on peut encore transformer l'échec commun en un succès commun : *l'Europe n'est jamais si grande et si fidèle à elle-même et à sa mission que quand elle sait vaincre les querelles vaniteuses provoquées par les craintes et le manque de compréhension (...).* Nous devons mettre au premier plan le souci commun de l'Europe pour faire avancer cette entreprise sans précédent. *Après l'avertissement de Bruxelles, nous devons plus que jamais populariser l'idée de l'aventure européenne et la porter encore plus haut – au-delà des rêves de ses pères fondateurs.* Mais cela implique, aussi bien pour la France que pour la Pologne, la nécessité de trouver dans « l'aventure européenne », à la fois le mythe commun, la réalité, et l'intérêt économique. C'est un défi complètement neuf car, dans l'histoire européenne, sur ces trois niveaux nos deux pays et nations ne se sont jamais encore rencontrés.